

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Maladies infectieuses : comment les contrôler dans un contexte de ressources limitées ?

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

À l'initiative du ministère gabonais en charge de la Santé, en collaboration avec la Société gabonaise de parasitologie-mycologie et médecine tropicale (Sogapamme), le Gabon accueille depuis hier le 8e congrès de la Société africaine de pathologie infectieuse (Sapi), couplé au tout 1er congrès de la Sogapamme. Placé sous le thème "Contrôle des infections et urgences de santé

publique", cet évènement réunit, jusqu'à ce 21 janvier, 350 participants venus de plusieurs coins du monde. Avec au programme, 235 communications et 6 plénières. Comment parvenir au contrôle de ces maladies infectieuses, parmi lesquelles le paludisme, la tuberculose, le VIH, la pneumonie, l'hépatite C, E, la grippe, la Covid-19, la rougeole, ainsi que d'autres maladies émergentes et ré-émergentes comme la schistosomiase, la toxoplasmose, la cryptosporidiose et la blastocystose ? Que faire face aux urgences

sanitaires dans un contexte de ressources limitées ? Plusieurs de ces maladies infectieuses demeurent encore sources de mortalité et de morbidité dans nos régions tropicales. L'Afrique est particulièrement impactée, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les experts réunis à Libreville devront élaborer des guides thérapeutiques communautaires à vulgariser au sein des centres de santé, dispensaires et cases de santé éloignées. Le ton a été donné, à la cérémonie d'ouverture présidée par le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang Ndong, puis par Pr Marielle Bouyou-Akotet, présidente de la Sogapamme, et Pr Serge Paul Eholié, président en exercice de la Sapi. Pour le membre du gouvernement, les réponses à ces différentes questions peuvent se



Photo : Jocelyn Abila
Les participants aux travaux de Libreville avec au premier plan les officiels dont le ministre en charge de la Santé, Guy Patrick Obiang Ndong.

résumer en cinq points. "Il y a, premièrement, la nécessité de plus investir sur le capital humain à travers la formation des professionnels de santé. Deuxièmement, de renforcer le plateau technique de nos structures sanitaires tout en assurant la maintenance. Troisièmement, de mobiliser des ressources pour les soins et la recherche. Quatrièmement,

de favoriser l'implantation de l'industrie pharmaceutique locale. Cinquièmement, d'impliquer la communauté dans la prévention et la résolution de leurs problèmes de santé", a-t-il expliqué. Il faudra, donc, attendre demain pour être mieux fixé à partir des recommandations qui sortiront de cette rencontre.

Conférence sous-régionale sur la promotion du genre : le Gabon et la CÉÉAC se préparent

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

Le Gabon va présider entre mars et avril 2023, la conférence sous-régionale sur la promotion du genre, protection et participation des femmes dans les instances de gouvernance mondiale et sous-régionale. En prélude à cet événement, la ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargée des droits de l'Homme Erlyne Antonela Ndembet-Damas s'est entretenue le 17 janvier dernier avec Yvette Kapinga Ngandu, commissaire en charge du département de la Promotion du genre, du développement humain et social de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CÉÉAC). Les échanges entre les deux personnalités ont porté essentiellement sur la possibilité pour la CÉÉAC d'apporter un appui technique au ministère de la Justice. Et sur l'agenda sous-régional qui sera porté au profit de tout l'espace régional. Autrement dit, le Gabon et la



Photo: SNN
La garde des Sceaux échange avec la commissaire chargée de la Promotion du genre à la CÉÉAC.

CÉÉAC ont pour ambition de bâtir ensemble un agenda communautaire autour des problématiques ayant trait au genre. Aussi, souhaitent-ils "soulever les problèmes sensibles auxquels les femmes et les jeunes filles font face dans la sous-région, tout en tenant compte des progrès réalisés par chaque État", a précisé Yvette Kapinga Ngandu. À noter que la future rencontre verra la participation des ministres en charge des genres, des premières dames issues des onze États de la CÉÉAC. Aussi, la ministre de la Justice Erlyne Antonela Ndembet-Damas aura la responsabilité d'animer le pan genre au niveau de la sous-région et ce durant la mandature du Gabon en 2023.

Leadership/Formation : la prise de parole en public au menu

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

PRENDRE la parole en public, transmettre des messages avec un objectif précis, capter son auditoire, ce sont là, les quelques rudiments sur lesquels a porté la session de formation dispensée hier aux responsables du ministère du Pétrole et du Gaz. En effet, face aux nombreuses exigences de l'environnement professionnel dans lequel ils évoluent, les agents de ce département ministériel se sont mis à l'école pour cette session qui court jusqu'à ce 21 janvier. "Nous sommes tous les jours au contact des usagers, et cela nécessite pour nous d'avoir une certaine maîtrise de la manière de recevoir, de parler, d'où l'importance de cette formation,



Photo: DR
Les agents du ministère du Pétrole et du Gaz lors de la formation.

sur l'utilisation des mots. On apprend tous les jours et avec cette formation, nous avons des rudiments nouveaux en matière de communication et de gestuelle. Tous les membres du cabinet du ministre seront désormais outillés sur le plan communicationnel", a indiqué le directeur du cabinet du ministre du Pétrole et du Gaz, Placide Bledsain Tsiba. Comprenant la nécessité d'une remise à niveau constante,

l'équipe de formateurs est revenue sur les différents modules abordés. "Nous avons principalement évoqué la question de la prise de parole en public. Il s'agissait ici de donner les rudiments nécessaires justement à ces différentes équipes pour mieux prendre la parole en public, entre autres, comment captiver son auditoire, comment préparer son intervention", a précisé Chanie Bénédith Kessany.